



# Le 9 avril

## Tous ensemble dans l'action pour le progrès social

L'aggravation des conditions de travail et de vie des salariés n'est pas une fatalité ni une finalité. Avec le projet de loi issu de l'ANI du 11 janvier 2013, le patronat et le gouvernement veulent imposer un modèle économique et social injuste, inefficace et dangereux pour les salariés.

Ce projet de loi est inacceptable parce qu'il :

- culpabilise et flexibilise encore plus les salariés et privés d'emploi,
- sécurise les employeurs dans le processus de licenciements,
- sécurise la délinquance patronale,
- protège les profits des grands groupes pour les actionnaires.

### **Les salariés ont besoin de tout autre chose.**

Ce n'est pas de plus de précarité et de flexibilité qu'ont besoin les salariés car elles font déjà des ravages ; mais au contraire, c'est de plus de sécurité et de garanties collectives pour se protéger. **La revalorisation du travail doit redevenir le moteur essentiel pour relancer l'économie et l'emploi !**

Cela passe par l'augmentation des salaires, la reconnaissance des qualifications, l'amélioration des conditions de travail et le développement d'emplois stables.

Alors que de partout, les directions d'entreprises imposent des reculs sociaux pour soi-disant améliorer la compétitivité, les salariés contestent ce genre de choix, luttent collectivement pour les empêcher et proposent des alternatives. **Partout en Europe, les salariés refusent les mesures d'austérité et la déréglementation sociale qui mènent l'économie à l'abîme et les salariés au chômage et la précarité.**

Le chantage exercé sur les salariés n'a jamais sauvé un emploi ni même empêché la fermeture de sites industriels. Les exemples ne manquent pas malheureusement chez Renault, Bosch, Continental, Peugeot Cycle, Still,...

Nous ne sommes pas dupes, l'amélioration de la compétitivité tant voulu par le patronat n'a pour objectif que l'accroissement des profits et des dividendes pour les actionnaires. En 2012, les actionnaires du CAC 40 ont reçu 37 milliards d'euros sous forme de dividendes. A cela s'ajoutent 200 milliards d'euros d'exonérations fiscales et sociales comme cadeaux aux entreprises chaque année. A contrario, selon l'INSEE, le pouvoir d'achat des salariés vient de baisser pour la première fois depuis 30 ans.

A l'appel de la CGT et FO, le 5 mars dernier plus de 200 000 personnes ont manifesté dans le pays contre le projet de loi et pour la réponse à leurs revendications.

**La Fédération de la Métallurgie CGT appelle les salariés  
à arrêter le travail le 9 avril prochain.**

**Pour développer le rapport de forces dans la durée et pour gagner, la FTM CGT  
lance un appel à la syndicalisation de masse.**

**Le 9 avril, carte CGT en mains, toutes et tous dans les manifestations.**